

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

19^{ème} année - N° 3293 - Vendredi 07 Décembre 2018 - Prix : 200 Fc

DÉFECTION AU SEIN DE LA MOUVANCE PRÉSIDENTIELLE

Après Mzimba, Karihila, est-ce le tour de Said Larifou



Said Larifou leader du parti Ridja

ENERGIE

La Mamwe signe le grand retour des délestages

LIRE PAGE 2

**Prières aux heures officielles
Du 06 au 10 Décembre 2018**

Lever du soleil:
05h 34mn
Coucher du soleil:
18h 22mn

Fajr : 04h 20mn
Dhouhr : 12h 02mn
Ansr : 15h 37mn
Maghrib: 18h 25mn
Incha: 19h 39mn



Visitez le site de la Gazette
www.lagazettedescomores.com

ENERGIE

La Mamwe signe le grand retour des délestages

Les régions de la Grande-Comore, après une longue période d'accalmie ont renoué avec les délestages depuis au moins une semaine. La capitale fédérale, généralement préservée, connaît elle aussi des coupures régulières et quotidiennes. La centrale électrique de Voidjou compte 3 groupes abimés sur 9. La puissance des 6 a été sciemment revue à la baisse afin de les préserver.

La fourniture électrique. Réalisation phare du président de la république, connaît quelques turbulences. Depuis une semaine, toutes les régions de la Grande-Comore connaissent un regain de délestages. Un habitant de la région de Mitsamiouli, a ainsi fait savoir « cela fait 7 jours que nous sommes délestés à l'aube et l'électricité ne revient que dans l'après-midi ». Et de préciser « à son retour, il y a quand même des coupures ». Ce constat concerne toutes les régions. Dans une localité du Hambou, par exemple, Dzahadjou en plus des délestages quotidiens, a passé tout ce



dimanche dépourvu de courant. Même chanson dans le Mbadjini, Washili, Dimani, ou encore le Hamahamet.

La capitale fédérale, est régulièrement délestée. Au moins 3 coupures plus ou moins longues par jour. L'île d'Anjouan n'est pas épargnée par « cette épidémie ». Selon un journaliste habitant la capitale anjouanaise, « la semaine dernière, la situation était chaotique sur toute

l'île, cette semaine, cela va beaucoup mieux mais les coupures restent nombreuses », a-t-il regretté.

Du côté de la Mamwe, l'on nie « tout problème de production ou de fourniture d'électricité ». « Il y a des coupures quand nous devons élaguer un arbre dont les branches se trouvent empêtrés dans le réseau électrique, par exemple, mais des problèmes ponctuels », a-t-on affirmé. En posant la question sur les délestages

récurrents vécus par les habitants des différentes localités de l'île, notre source, pourtant haut placée affirme « qu'il n'en est rien ». Il se dit de plus en plus que la centrale thermique de Voidjou connaîtrait une baisse de production suite au fait que 3 groupes sont tombés en panne. Interrogé à ce sujet, notre interlocuteur dira « que même si c'était vrai, la centrale d'Itsambouni produit 4,5 mégawatt ».

Pourtant le directeur de l'exploitation de la centrale de Voidjou tient un discours différent. Olliaro Bernard assure bien « que sur les 9 groupes, trois sont tombés en panne pour défaut d'entretien ».

Et la casse pourrait être plus conséquente si rien n'est fait. « Au bout de 10 000 heures de fonctionnement, les groupes doivent impérativement être révisés et là nous dépassons allégrement les 13 000 heures », a-t-il fait savoir.

Pour préserver les 6 restants, la production d'électricité a été revue à la baisse. « La puissance qui est habituellement de 1600 Kw est passé à 1500 pour préserver les groupes

autant que faire se peut ».

Se pose alors la question de la révision de la centrale qui semble urgente. Ce serait le nerf de la guerre qui poserait problème. La Mamwe devrait plus de 500 millions à l'Amp (Atelier de Mécanique des Pertuis) dont Bernard est le représentant à Moroni, selon nos confrères de Masiwa qui l'ont directement cité. Interrogé, Olliaro Bernard n'a pas voulu commenter l'information.

Outre la maintenance des groupes, le réseau électrique dont la vétusté serait presque proverbiale n'arrange pas les choses. Le réseau a au moins le même âge que l'Etat comorien.

Par ailleurs, la centrale thermique de Voidjou fonctionne avec plus de 40 000 litres de gazole par jour. Une source d'énergie dont le maintien est peu tenable tant elle est onéreuse pour un pays aussi pauvre que le nôtre. La centrale à fioul lourd ne semble pas elle aussi être la solution idoine.

Faïza Soulé Youssouf

INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

L'Union européenne fait le bilan du PADDST 2

L'Union Européenne a organisé hier jeudi une rencontre avec les organes de presse dans le but de faire un bilan sur les activités du Programme d'Appui au Développement Durable Du Secteur des Transports (PADDST). Un programme relancé par l'Union des Comores et l'Union Européenne dans le but de réhabiliter le secteur routier aux Comores.

La coopération entre les Comores et l'Union Européenne a été temporairement rompue. Thierry Rivol, représentant de l'UE a affirmé par cette occasion le maintien de l'Union Européenne dans les travaux de réhabilitation des routes. Financé à hauteur de 27 millions d'euros, soit environ 13 milliards de francs comoriens, le programme vise à améliorer la qualité du réseau routier et en créant ainsi les conditions des plus propices au développement des moyens de transports publics et privés.

« Ce projet a deux parties différentes PADDST 1 qui est un appui financier de l'Union Européenne pour la construction de la route Sima-Moya à Anjouan puis PADDST 2 qui a financé la réhabilitation de la route de Itsinkoudi vers Mtsangadjou puis celle de Moroni à Foubouni actuellement en cours de rénovation, a expliqué Hassani Bacar Maecha, en charge de l'équipement et de l'aménagement du territoire. Le projet PADDST 2 a financé également la régénération et la mise en place d'un nouvel équipe-

ment au laboratoire national des travaux publics, puis la construction du parking à côté du Palais du peuple ». Ce dernier montre aussi que le PADDST a lancé depuis 2015 des études préparatoires d'un plan de développement portuaires. C'est-à-dire l'amélioration des trois ports à savoir celui d'Anjouan, Mohéli et Grande Comore.

Au sujet du désistement de l'UE dans le domaine des routes, son représentant à Moroni dément, en expliquant que l'UE ne s'est pas du tout retirée mais souhaite que la partie comorienne respecte ses engagements pris. « Le pays n'a pas un système de maintenance le secteur routier. Et pourtant nos instances de financement n'investissent pas dans un projet si celui-ci ne présente pas les conséquences et les intérêts. Donc la lettre que l'Union

Européenne a envoyée n'annonce pas le retrait de l'UE dans les travaux de réhabilitation, mais elle demande au gouvernement comorien de respecter les conditions sur lesquelles nous nous sommes mis d'accord », a expliqué Thierry Rivol.

Ce dernier affirme que la coopération entre l'UE et le gouvernement sur les travaux de réhabilitation des routes continue. « Il faut envisager des mesures d'entretien routier car on peut avoir une vieille voiture mais l'entretien lui permet de rester opérationnelle plus longtemps », a-t-il démontré. Bien que les citoyens manifestent souvent la dégradation progressive des réseaux routiers, les entreprises d'aménagement des routes sont moins reprochables car l'entretien fait défaut.

Kamal Gamal



Le PADDST évalué devant la presse

Hassane Mohamed Djalim : « Le président est en bonne santé »

Dans un entretien exclusif accordé à La Gazette, l'ancien conseiller qui soutient sans revers ni remords la politique du Colonel Azali Assoumani, Président de l'Union des Comores, s'exprime sur l'état de santé de ce dernier. Hassane Mohamed Djalim dit être confiant et affirme que le Président est dans sa bonne mine.

Lors de la célébration des 15 ans de l'Université des Comores, le Président Azali Assoumani a

fait un malaise. Pour les médecins, il ne s'agit que d'un « malaise vagal » causé par la chaleur et beaucoup de fatigue. Sur les réseaux sociaux, des messages de soutien de tout bord : collaborateurs et autres. Pour les alliés et amis du président comme Hassane M. Djalim, la confiance est de mise car « le président est en bonne santé ».

Oui ou Non sur l'état de santé d'Azali, c'est seul son médecin qui saura le déterminer et le confirmer. « Azali est un être humain. S'il est malade, ce n'est pas fatidique », lance

l'ancien chef protocole de Boléro. Revenant sur son passé militaire pour le qualifier, le notable de Moroni montre qu'un soldat peut être malade mais que ce dernier ne se laisse pas abattre et n'abandonne jamais.

« Azaliste » de premier rang, Hassane M. Djalim explique que le président n'est pas parti « exclusivement » pour des soins. « Le voyage que le président fait à l'étranger a été prévu il y'a bien longtemps. Il a été invité par son ami et homologue sénégalais, Macky Sall », avance-t-il tout

en ajoutant que « je lui souhaite à la même occasion un bon retour de ce voyage qu'il effectue ». Hassane Mohamed Djalim affirme s'être rendu au domicile du Président et que rien ne lui a paru « anormal » sur son état de santé. « Il était comme à son habitude. Aussi à l'aise que d'habitude », dit-il confiant. Pour finir, Hassane Mohamed Djalim affirme qu'Azali est un homme fort et vigoureux, prêt à se présenter aux prochaines échéances électorales.

A.O Yazid

DÉFECTION AU SEIN DE LA MOUVANCE PRÉSIDENTIELLE

Ridja aurait-il claqué la porte de la mouvance?

Le secrétaire général de la mouvance présidentielle, Ali Youssouf Mliva n'a pas confirmé l'information mais ne l'a pas démentie non plus. Me Larifou, s'est en tout cas ces derniers temps, évertué à sauver des comoriens des geôles kenyanes qu'à parler d'Émergence à l'horizon 2030

Après le malaise vagal du président de la république la semaine dernière, c'est sans doute l'info qui va susciter débat et passion dans l'opinion publique : Said Larifou aurait annoncé au secrétaire général de la Mouvance présidentielle, Ali

Youssouf Mliva, que le Ridja préférerait s'éloigner des partis soutenant la politique du président. M. Mliva, contacté au téléphone à ce sujet, n'a voulu ni confirmer ni infirmer la nouvelle. Poussant un peu, il lui a été fait remarquer que si le Ridja n'avait pas quitté la mouvance présidentielle, il l'aurait catégoriquement démenti. A cela, il répondra, « c'est une déduction ».

Un autre appel est émis. Cette fois, c'est un autre baron de la mouvance présidentielle qui est au bout du fil. Il n'acceptera de répondre à nos questions que sous le sceau de l'anonymat. Oui, selon lui, le Ridja a quitté la mouvance présidentielle. « Il en a fait l'annonce à qui de droit

ce 05 décembre », a-t-il déclaré. Il ajoutera que « Larifou s'apprêterait à se présenter aux prochaines élections ». Pour autant, il ajoutera que « selon lui, la décision de Larifou tenait plus de la déception que de la détermination, et qu'il n'était pas exclu que le Ridja fasse son retour dans la majorité présidentielle.

Du côté du Ridja, la réponse est moins définitive. Un membre du parti a notamment affirmé que « la formation politique était en consultation par rapport à la question, à l'avenir du parti et surtout aux prochaines échéances électorales mais aucune décision n'a été prise de façon tranchée », a-t-on assuré. Le Conseil national du Ridja devrait se

tenir à la fin de ce mois de décembre, selon cet interlocuteur. « Et c'est à la suite de celui-ci que sera décidée la position de notre parti ».

Toujours est-il que le leader du Ridja est silencieux ces derniers temps. Il n'y a eu aucune condamnation ni tout autre remarque de sa part lors de l'insurrection d'Anjouan en octobre dernier, par exemple. Il semble s'être éloigné du président, ou en tout cas de sa politique. Ces derniers temps, il s'est plus évertué à faire libérer des prisonniers comoriens au Kenya qu'à parler de l'émergence à l'horizon 2030.

La Mouvance présidentielle, si l'information concernant le Ridja se

confirmait, aura donc perdu deux leaders politiques de poids : Me Mzimba et Me Larifou. Autre particularité en plus d'être tous deux avocats, les deux proviennent du grand vivier de voix électorales qu'est le Mbadjini. Sans oublier l'ancien secrétaire général de la Convention pour le Renouveau des Comores (Crc, principal parti au pouvoir), Hamidou Karihila, qui a décidé lui aussi de quitter le navire. Navire qui commence à tanguer dangereusement.

Faïza Soulé Youssouf

COOPÉRATION DAKAR-MORONI

Azali au Sénégal pour l'inauguration du Musée des civilisations noires

Le président Azali Assoumani a participé hier jeudi à la cérémonie inaugurale du Musée des civilisations noires (MCN), construit avec le soutien financier de la Chine. Le chef de l'Etat comorien qui est arrivé à Dakar mercredi, était au côté de Macky Sall, président de la République du Sénégal et du ministre chinois de la Culture, Luo Shugang au moment de la coupure du ruban.

Construit sur une superficie totale de 15.000 mètres carrés sur quatre niveaux, le Musée des civilisations noires (MCN) compte 5.000 mètres carrés de surface réservés aux expositions, ainsi qu'un auditorium de 150 pla-

ces pour abriter les conférences de presse, séminaires et autres colloques. Il est également doté d'un espace dénommé "Agora" ou "Penc", "ouvert à l'africaine et convivial et destiné à recevoir des spectacles et rencontres artistiques. Cet édifice culturel totalement assumé par l'Etat du Sénégal va être axé sur « l'apprentissage, la connaissance et le savoir », selon le ministre de la Culture Abdou Latif Coulibaly.

L'idée de projet d'édification d'un musée des civilisations noires a été émise pour la première fois en 1925 par le Sénégalais Lamine Senghor et des intellectuels africains dont l'ambition était de réhabiliter, par ce biais, « la dignité de

l'homme noir ». La première pierre de l'édifice a été posée en décembre 2011 par l'ancien chef de l'Etat du Sénégal, Abdoulaye Wade, avant le début des travaux en avril dernier.

Il faut rappeler que le président Azali Assoumani a été accueilli à sa descente d'avion, par le Premier Ministre du Sénégal M. Mahammed Boun Abdallah Dionne. Après cette visite, Azali se rendra à Marrakech (Maroc) où il va prendre part à la Conférence Internationale sur les migrations qui se tiendra les 10 et 11 décembre 2018.

Ibnou M Abdou avec APS



Le président Azali accueilli à Dakar par le premier ministre

COOPÉRATION SANITAIRE FRANCE-COMORES

Dominique Voynet reçue par la ministre de la santé

En compagnie de l'ambassadrice de France, l'inspectrice générale française des affaires sociales qui est de retour à Moroni deux mois après sa première mission a été reçue hier jeudi par la Ministre comorienne de la Santé.



Dominique Voynet reçue par la ministre de la santé

L'inspectrice générale des affaires sociales, en compagnie de l'ambassadrice de France a effectué une visite hier jeudi au ministère de la santé. L'objectif est de « redynamiser, consolider et structurer la coopéra-

tion entre les deux partis afin de la rendre plus opérationnelle et efficace ». Selon le directeur de cabinet du ministère de la santé, cette seconde visite dans l'archipel vise à mieux répondre aux besoins sanitaires prioritaires de la population comorienne dans l'espace de l'Océan Indien.

De son côté, la ministre n'a pas manqué de préciser que cette démarche converge avec la vision du Chef de l'Etat, Azali Assoumani, qui souhaite la Couverture Sanitaire Universelle aux Comores. « Le gouvernement a accordé une grande importance à la relance des relations diplomatiques entre les deux pays depuis novembre dernier. L'objectif de cette mission est de redynamiser, consolider, structurer la coopération pour mieux répondre aux besoins sanitaires prioritaires de la population comorienne », indique Dr Rashid Fatma qui précise que c'est

un schéma qui tient à cœur le président de la république Azali Assoumani, notamment à travers la couverture sanitaire universelle, une vision pour la santé de qualité accessible à tous.

Dans le cadre de la mission conduite par l'ancienne Ministre Dominique Voynet et le préfet Marcel Renouf, le comité technique s'est réuni mardi à Moroni. Et l'ordre du jour portait sur la présentation des missions et de la composition du Comité technique. Autrement dit, présentation des données démographiques et sanitaires; présentation du système sanitaire comorien, de ses points forts et de ses carences; état des coopérations sanitaires et identification des besoins prioritaires des Comores en matière de santé.

Ibnou M. Abdou

La Gazette des Comores

Directeur général

Said Omar Allaoui

Directeur de la publication

Elhad Said Omar

Rédacteur en chef

Mohamed Youssouf

Rédaction

A. Mmagaza

M.I.M Abdou

A.O. Yazid

Faïza Soule Youssouf

Binti Mhadjou

Nassuf Ben Amad (Stagiaire)

Kamal Gamal Abdou (Stagiaire)

Chronique Sportive

B.M. Gondet

Mise en page

Abdouchakour Aladi Nourou

Responsable commercial

Rahamatouallah Youssouf

Documentation archiviste

Mariamama Mhoma

Photographe / Site Web

Mohamed Said Hassane

Impression

Graphica Imprimerie

www.lagazettedescomores.com

Tel: 773 91 21/ 322 76 45

SOCIÉTÉ

Prévenir contre les essais nucléaires

Un séminaire sur l'Organisation du Traité d'Interdiction Complète des Essais nucléaires (OTICE) a eu lieu hier au Palais du peuple de Moroni. C'était l'occasion pour son secrétaire exécutif, le Dr Lassina Zerbo de le présenter en présence des autorités du pays.

Adopté en Assemblée Générale de l'ONU en 1996, le Traité d'Interdiction Complète des Essais nucléaires (TICE) a pour but lutter contre l'utilisation des armes nucléaires à travers le monde. Cette invitation des parlementaires comoriens est, pour le Dr Lassina, le chemin de la prévention et des mises en garde contre la prolifération nucléaire. Le Président de l'Assemblée Nationale, Dr Abdou Ousseni a montré que la promotion de la paix et de la sécurité aussi bien sur le plan national qu'international fait partie des inquiétudes des gouvernants. Pour ce dernier, ce sémi-

naire est une étape essentielle dans le parcours de sensibilisation sur les enjeux de la dénucléarisation de la planète.

« Aujourd'hui, presque toutes les concordent à dire qu'on ne peut pas raisonnablement parler de paix, de sécurité et de détente à l'échelle internationale, avec sur nos têtes, l'épée de Damoclès que représente la menace nucléaire », explique le Président de l'Assemblée. Et pour lutter contre cette peur et cette menace, il juge bien nécessaire la ratification dudit traité. « Le monde a plus que jamais besoin de mettre en œuvre ce traité, qui est le dernier rempart, en termes de dissuasion et de lutte contre la prolifération », a-t-il martèle.

Pour cet expert de l'organisation, les armes nucléaires sont très redoutables surtout dans le monde d'aujourd'hui où nous faisons face à des tensions quotidiennes entre les grandes nations qui en détiennent. Pour parvenir à réduire les risques, l'ambition de l'OTICE est de «



Dr Lassina Zerbo explique le traité de non-prolifération

créer une alliance résiliente entre les dimension sécuritaire du Traité et ses retombées civiles et scientifiques ». Ainsi, l'objectif de ce séminaire selon le bureau, est de faire ratifier ce traité aux Comores comme l'ont fait d'autres pays pour la sauvegarde de la paix, la sécurité

et le développement durable.

« Les Comores, terre de brassage culturel, dont la devise -Unité, Solidarité, Développement- résonne comme un engagement pour l'Humain, n'ont pas le droit de se mettre en marge des débats sur les questions d'ordre existentiel. C'est

pourquoi je demeure convaincu qu'au sortir de nos travaux, les Comores vont devenir le prochain Etat à ratifier le TICE », annonce Dr Lassina.

Pour un traité capital pour la paix et la stabilité dans le monde, le gouvernement comorien s'est montré satisfait et rassuré. C'est dans cette optique que le secrétaire d'Etat chargé de la Coopération Internationale, Djoumoi Said Abdallah le considère, lors de son allocution, de « traité d'intérêt capital pour la sécurité et la paix dans le monde ». Pour le diplomate comorien, « un monde qui vit sous la menace de la prolifération nucléaire, est un monde incertain, un monde vulnérable ». Ce dernier a précisé que le Gouvernement ne ménagera aucun effort et se servira de son plaidoyer devant l'Assemblée de l'Union pour solliciter le vote des élus afin de ratifier ledit traité dans les plus brefs délais.

A.O Yazid

TROIS QUESTIONS À MARIAMA MMADI MNAMDJI SUR LES RISQUES DES ESSAIS NUCLÉAIRES

"En tant que pays insulaire, nous sommes exposés"

Le traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) est un traité qui interdit à quiconque de procéder à une explosion nucléaire où que ce soit. Ce dernier rend difficile la fabrication d'une bombe nucléaire, pour les pays qui n'en ont pas, ou pour ceux qui en ont, la fabrication d'une bombe plus puissante. Pour être efficace, ledit traité a mis en place le CID (Centre International des Données) qui reçoit, à travers le monde, toute activité nucléaire et sismique. L'analyste sismique du CNDRS (Centre National de Documentation et de Recherche Scientifique), Mariama Mmadi Mnamdji nous explique.

Question : Quel est l'impact des essais nucléaires dans la

région en général et dans l'archipel des Comores plus particulièrement ?

Mariama Mmadi Mnamdji : Déjà il faut retenir que les impacts des essais nucléaires ne se ressentent pas seulement à l'endroit ou zone où ces derniers ont été réalisés mais ceux-là affectent tout le monde. Dans notre cas, nous avons parlé beaucoup plus sur les applications civiles et scientifiques qui sont des systèmes préparés pour détecter les tests nucléaires, des événements qui ne sont pas naturels. Mais en tant que pays insulaire, nous sommes exposés aussi à ces différents effets. Donc les technologies qui sont utilisées nous aident à détecter autre chose comme par exemple les éruptions volcaniques, au niveau sous-marin ou aérien entre autre. C'est à partir de ces applications

scientifiques que nous gagnons beaucoup plus. En plus il n'y a pas que le nucléaire qui nous touche mais aussi des sujets qui sont tellement naturels et nous en bénéficions de ces nouveaux dispositifs.

Question : Malgré la mondialisation, les Comores restent très reculées dans le domaine du nucléaire. En quelques chiffres, comment est-ce que vous les caractérisez par rapport à ces pratiques nucléaires ?

MMM : Vous le savez très bien que notre région est une région de

paix parce que si vous regardez autour, il n'y a presque aucun pays qui fasse des essais nucléaires. C'est un intérêt majeur à comprendre que nous sommes affectés par ceux qui testent. Mais nous nous même, nous ne sommes pas un Etat nucléaire comme je vous l'ai dit. Ce qui nous intéresse, ce sont les applications civiles et scientifiques. Nous ne sommes pas un pays qui, je le pense, va un jour décider à exploser une bombe quelque part pour déranger la nature.

Question : En tant qu'analyste

sismique, quels sont vos attentes ?

MMM : Je pense à beaucoup plus aller vers le domaine de la recherche. Nous voulons comprendre, aller au-delà de nos efforts parce qu'il y'a des jeunes qui viennent des Universités et des institutions qui travaillent pour ce genre d'activités. Mes attentes à moi en ma qualité d'analyste dans le domaine, c'est beaucoup plus améliorer à partir de ces technologies le domaine de la recherche et être en mesure de servir vraiment la nation.

Propos recueillis par A.O Yazid



Mariama Mmadi Mnamdji analyste sismique au CNDRS

AVIS DE MISE EN VENTE

La Délégation de l'Union européenne auprès de la République de Madagascar et de l'Union des Comores vend au plus offrant la voiture suivante :

- "TOYOTA PRADO 4X4, moteur à gas-oil.
Date de première mise en circulation : 29/08/2012

Prix : le meilleur offrant

La voiture est mise en vente en l'état et sans aucune garantie; elle sera visible le 14 décembre 2018 de 10h00 à 12h00 au Bureau de l'Union européenne en Union des Comores- Boulevard de la corniche -Moroni Comores

Le formulaire de l'offre et les instructions pour remettre l'offre sont à retirer uniquement le 14 décembre 2018 entre 10h00 et 12h00 auprès du Bureau de l'Union européenne en Union des Comores-Boulevard de la corniche-Moroni et à soumettre avant le 21 décembre 2018 à 10h30.

L'utilisation du formulaire est obligatoire.

FOOTBALL : COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS

Comme les Comores, le Cameroun pourrait devenir orphelin de coach

A l'orée de la dernière journée de la Coupe d'Afrique des Nations, le groupe (B) où s'affrontent Maroc (10 points), Cameroun (8, 0), Comores (5, -1) et Malawi (4) frissonne. Deux des prétendants au titre de cette famille pourraient devenir orphelins d'entraîneur principal. Pour les Comores, le contrat du sélectionneur Amir Abdou a expiré depuis 8 jours. Et pour le Cameroun, le duo technique hollandais lorgne ailleurs : Seedorf pour l'Europe et Kluivert pour l'Asie. Mais, pour celui des Cœlacanthes, point d'interrogation.



L'édition 2018-2019 de la compétition de la Confédération Africaine de

Football, la Coupe d'Afrique des Nations est en voie de laisser des souvenirs saumâtres dans le groupe (B). Psychologiquement déstabilisés par le retrait de l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations à leur pays, les Lions indomptables du Cameroun pourraient aborder la

6e et dernière journée de mars prochain face aux Cœlacanthes des Comores, sans entraîneurs. D'une part, la situation d'Amir Abdou, dont le contrat a expiré ne suscite aucune lueur d'espoir, du moins pour le moment. Et d'autre part, le duo technique hollandais pourrait faire leur valise.

Les communautés footballistiques du continent et de l'Océan indien restent en suspens. Le 22 mars 2019 à Yaoundé, un face-à-face coriace et déterminant attend les Cœlacanthes des Comores et les Lions indomptables du Cameroun. Pour valider les tickets de la qualification, chacun des concurrents n'a absolument pas droit à l'erreur. Un simple score de parité arrangerait les ambitions des Lions indomptables et une petite victoire des

Cœlacanthes des Comores déclencherait une liesse populaire dans l'Archipel aux îles de la Lune. Cette situation confuse et attristante profite à qui : aux Comoriens ou aux Camerounais ? Sans le contrat, le sélectionneur comorien est théoriquement déjà « out ». Et pour le Cameroun, Patrick Kluivert pourrait faire le premier pas d'adieu pour l'Asie. Il serait en contact avec la Fédération Saoudienne de Football. Et Clarence Seedorf est pisté pour l'Europe. Un club italien roucoule autour de lui. Pour l'heure, soyons patients. Ne mettons pas encore le bœuf avant la charrue.

Bm Gondet

BASKET-BALL : COUPE DES CLUBS CHAMPIONS DE L'Océan Indien

Les Comoriennes de l'Ucm s'acclimatent aux Seychelles

La Coupe des Clubs Champions de l'Océan indien (Ccooi) met en lice les champions des pays/îles de la sous région. Une 1ère expérience à maximiser pour les joueuses de l'Union des Clubs de Moroni (Ucm), qui s'acclimatent depuis avant-hier aux Seychelles à l'occasion de l'édition 2018 de la, prévue du 5 au 11 décembre 2018. Comme chez les masculins, l'Ucm affrontera en mini championnat le leader et la vice-championne des Seychelles. Djabal masculin brille par son absence.

A titre exceptionnel, l'édition 2018 de la Ccooi, qui bat son plein aux Seychelles, revêt une double signification. Elle déterminera le champion de la zone 7 (zone océan indien). Elle consti-

tue également une phase éliminatoire pour l'Afroleague, formule innovée du prestigieux rendez-vous basketblistique du continent des meilleurs clubs des zones. Le Club Omnisport de la Police Nationale de Madagascar (Cospn) a bien négocié son entrée, une entrée qui correspond à une 2e participation à la compétition. En 2017, sa 1ère expérience s'est révélée timide. Les Malgaches ont été éliminés en quarts de finales. Aujourd'hui, les protégés du duo technique Julien Chaignot et Richardi Ratsitokana, ont battu les Seychellois de Beau Vallon Heat (89-79).

Dans cette édition 2018 de la Ccooi, chez les masculins, les Seychelles sont représentées par deux équipes (Premium Cobra et Beau Vallon Heat), Madagascar, une (Cospn) et la 4e de l'île Maurice

(Maheburg Flippes Basket-ball club). « Notre ambassadeur Djabal club d'Icni n'a pas pu se rendre à Mahe à cause d'un retard administratif », déclare le patron de la Fédération Comorienne de Basketball, Ali Papa.

Ces 4 prétendants au titre se livrent en matches aller et retour, sous forme de mini championnat. L'équipe qui comptabilisera le maximum de points sera déclarée

championne et, représentera la zone 7 à la 1ère édition de l'Afroleague d'avril 2019 prochain. La formule est confirmée par Hanirina Jimmy Desiré Randriamadimby, patron de la compétition de la Fédération Malgache de Basketball : « Il n'y a pas des demi-finales, ni finale. L'équipe qui domine la compétition sera sacrée championne ».

Chez les dames, trois adversaires s'opposeront : Montfleuri Ladies

club et B-Challenge, respectivement des Seychelles et l'Union des Clubs de Moroni (Ucm) de l'Archipel aux îles de la Lune. Notons en passant que le jeu du leader des Seychelles, Premium Cobra, repose sur l'international malgache Danz Andry Rakotoarisoa.

Bm Gondet

Numéros utiles

Police

Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmérie

Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration

Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Mohéli: 772 01 37

Aéroport

Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Mohéli: 772 03 71

HÔTELS & RESTAURANTS :

Le Select 773 00 31

Port maritime

Moroni: 773 00 08
Mohéli 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux

Moroni: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques

BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 764 43 00
Meck: 773 36 40

MAMWE

Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18

WASUYA
InnoVe ta com'

Stratégie de communication
Création graphique
Relations presse
Production de contenus
Community management
Événementiel

contact@wasuya.km
Moroni Badjanani, Bâtiment La Gazette des Comores

ENVIRONNEMENT

Poursuite de la Conférence de Katowice sur les changements climatiques

La 24e conférence des parties (COP) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a débuté le dimanche 2 décembre à Katowice, en Pologne. Ses différents membres devront notamment adopter les règles d'application de l'Accord de Paris, qui est de contenir le réchauffement climatique en dessous des 2°C, voire à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels. Telle est l'ambition de l'Accord de Paris, ratifié par 183 pays et l'Union européenne en 2015.

Les objectifs visés par cette conférence sont : « la finalisation du programme de travail de Paris afin d'en assurer la mise en œuvre intégrale et immédiate, les résultats du dialogue Talanoa, qui au travers d'un échange d'expériences réunissant les États et la société civile, doit jeter les bases d'une révision à la hausse des contributions déterminées au

niveau national (NDC) d'ici 2020, les progrès en matière de finance climat, la poursuite de la mobilisation de tous les acteurs à travers l'Agenda de l'Action. »

Dans son dernier rapport publié en octobre 2018, le Groupe international d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) indique que le seuil de 1,5°C supplémentaire pourrait être franchi dès 2030. Ne pas dépasser ce seuil est pourtant la clé pour limiter des changements "irréversibles" pour les populations et les écosystèmes, estiment les scientifiques. Le GIEC prévoit même une augmentation globale de 3°C d'ici la fin du siècle, d'où son appel à des actions "sans précédent" pour limiter le réchauffement global.

Le lundi 3 décembre, la Banque mondiale a indiqué qu'elle doublerait, dans le cadre de son plan 2021-2025, ses investissements destinés à accompagner les pays en développement dans leur adaptation aux effets des dérèglements climatiques.



Consultations informelles sur l'APA

La nouvelle enveloppe, d'un montant de 200 milliards de dollars, devra notamment permettre de soutenir le perfectionnement de systèmes de prévisions "afin de mieux préparer 250 millions de personnes dans 30 pays en développement aux risques climatiques", de mettre en place des systèmes de protection sociale "plus sensibles au climat"

dans 40 pays, ou encore de financer des investissements dans l'agriculture intelligente dans 20 pays.

« Les changements climatiques constituent une menace existentielle pour les plus pauvres et les plus vulnérables du monde. Ces nouveaux objectifs montrent à quel point nous prenons au sérieux cette question, en investissant et en

mobilisant 200 milliards de dollars sur cinq ans pour lutter contre le changement climatique », a déclaré Jim Yong Kim, président de l'institution qui espère, avec cette annonce, inciter la communauté mondiale à lui emboîter le pas.

Ces fonds proviendront pour moitié de « financements directs » de la Banque mondiale, tandis que les 100 milliards restant seront apportés par deux agences dépendant du groupe Banque mondiale et par des capitaux privés.

Rappelons que la COP constitue "l'organe suprême" de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), adoptée durant le sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992. Depuis 1995, ses États "parties" se réunissent annuellement afin de prendre des décisions visant à respecter les objectifs de lutte contre les changements climatiques.

Mmagaza

NOUVELLE FRANCHISE BAGAGES

30 kgs

Visitez la **Tanzanie**

3 vols/sem.

mar. - jeu. - sam.

aller 10h30 - retour 16h30